

l'Opinion

Patrick Artus (Natixis)

«La proposition économique la plus scandaleuse dans cette campagne ?
Augmenter le smic!»



Muriel Motte, 11 Avril 2017



Ce qui est inquiétant aujourd'hui, c'est le déni de réalité de certains candidats qui les pousse à des propositions contestables, estime l'économiste

Que pensez-vous des programmes des candidats ?

Les plus intéressants sont ceux qui sont fondés sur une analyse théorique de la situation. On peut débattre de la pertinence de cette analyse, mais les programmes sont cohérents. Le programme Macron est très « schumpeterien ». Emmanuel Macron pense qu'en France on empêche les mauvais emplois de se transformer en bons emplois. Il faut donc lever les obstacles : les barrières à l'entrée, les rentes, la fiscalité qui décourage l'investissement. Et miser sur la formation. Benoît Hamon est aussi cohérent avec sa théorie : il estime que dans 10 ou 20 ans, les robots auront remplacé les humains. Il va falloir gérer la rareté de l'emploi, ceci implique de partager le travail (il propose d'en baisser la durée). Il faut un revenu socle pour ceux qui auront des difficultés dans ce nouveau monde (le revenu universel). Enfin, la base fiscale – les salaires — ayant vocation à disparaître, il faut la transformer par une taxe sur les revenus fournis par le capital, c'est-à-dire les robots. L'analyse n'est pas forcément correcte, aujourd'hui les pays les plus robotisés sont au plein-emploi. Mais on peut discuter.

Quid de celui de François Fillon ?

Son programme aussi est cohérent. Il estime que la France a un énorme problème d'offre, lié à la fois au coût du travail et au manque de flexibilité du marché. Il faut donc corriger cela en baissant les impôts des entreprises, en décentralisant les négociations et le marché du travail, et en donnant plus de liberté aux entreprises.

Que reprochez-vous d'abord aux programmes de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ?

Ils sont fondés sur des a priori idéologiques (concernant les riches, l'Europe, les immigrés...) et nient sciemment la recherche économique qui fait l'objet d'un consensus. Sans même parler de la catastrophe financière que constituerait une sortie de l'euro, Marine Le Pen propose des mesures contradictoires : elle baisse les cotisations sociales des PME mais elle les taxe indirectement en ramenant la retraite à 60 ans. Ce qui est choquant chez Jean-Luc

Mélenchon et en partie chez Benoît Hamon, c'est de dire : « Nous avons essayé les politiques de l'offre et ça n'a pas marché ». C'est un mensonge. Notre seule politique d'offre, le CICE, n'a pas corrigé notre problème. La France est toujours le pays de l'OCDE où la pression fiscale sur les entreprises est la plus élevée.

Il n'y a pas de consensus sur la situation de la France. Est-ce inquiétant ?

Ce qui est inquiétant, c'est le déni de réalité. On ne peut pas dire que l'euro est responsable du chômage alors qu'un tas de pays membres sont au plein-emploi comme la Belgique, l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Slovaquie... Parce que cela les arrange, des candidats font comme si certains résultats communément acceptés sont faux. 97 % des économistes, y compris les plus à gauche, sont d'accord pour dire que la France souffre d'un manque de compétitivité, elle a un problème de formation et d'éducation, avec une très grande sensibilité du travail non qualifié au coût de ce travail. Quand des candidats parlent d'augmenter le salaire minimum, ils savent que c'est très destructeur d'emplois. Le problème est que l'économie est devenue très compliquée. Personne n'aurait l'idée de mettre des sujets de traitement du cancer dans le grand public. L'opinion est aussi incapable de se prononcer sur ce sujet que sur la manière de traiter le chômage. Il ne suffit pas de demander l'avis du peuple, sans fondement théorique, pour ensuite mettre en œuvre des soi-disant « bonnes politiques ».

Quelle est la proposition la plus scandaleuse ?

La hausse du smic. Tous les économistes savent que si l'on veut augmenter les plus bas revenus, la dernière chose à faire, c'est augmenter le smic. Les études démontrent que si on le majore de 1 %, on détruit 1 % des emplois, et même 2 % dans les PME. Or 15 % des Français, c'est-à-dire 4 millions de salariés, ont un revenu proche du smic. L'augmenter de 15 %, c'est détruire 600 000 emplois.

La plus pertinente ?

La réforme fiscale d'Emmanuel Macron. Il estime qu'il y a en France une rente immobilière coûteuse pour l'économie car on y consacre trop de moyens, alors que la fiscalité n'envoie pas l'épargne vers les entreprises. Il propose donc une taxation forfaitaire de 30 % sur toutes les formes de revenu du capital, et ne maintient l'ISF que sur l'immobilier.